

DU SEL SUR NOS PLAIES: À propos de « L'idéologie française »

Author(s): Paul Thibaud

Source: *Esprit*, Nouvelle série, No. 53 (5) (Mai 1981), pp. 3-9, 12-33

Published by: Editions Esprit

Stable URL: <https://www.jstor.org/stable/24268369>

Accessed: 02-11-2022 16:31 UTC

JSTOR is a not-for-profit service that helps scholars, researchers, and students discover, use, and build upon a wide range of content in a trusted digital archive. We use information technology and tools to increase productivity and facilitate new forms of scholarship. For more information about JSTOR, please contact support@jstor.org.

Your use of the JSTOR archive indicates your acceptance of the Terms & Conditions of Use, available at <https://about.jstor.org/terms>



JSTOR

Editions Esprit is collaborating with JSTOR to digitize, preserve and extend access to *Esprit*

DU SEL SUR NOS PLAIES

À propos de « L'idéologie française »

par Paul Thibaud

MALGRÉ la sévérité de nombreux critiques ¹, le dernier livre de Bernard-Henri Lévy a, au total, rencontré un accueil compréhensif. Certains se sont réjouis d'y retrouver leurs préjugés ² ; acquise à priori, cette consonance idéologique les a rendus indulgents pour les déformations de faits et de textes que personne n'a pu éviter de noter. Elles leur sont apparues vénielles : « peccadilles », selon Alain Roger, « menues fautes d'inattention », selon Revel. Quant à certains mi-chèvre mi-chou, à défaut d'en approuver les thèses, ils ont affirmé l'importance du livre : « La plus belle méditation sur la France depuis la dernière visite de Malraux à Colombey », selon Paul Guilbert (*Le Quotidien de Paris*, 16 janvier), « livre provocateur et vivifiant... qui pose avec beaucoup de courage et de talent un des problèmes clefs qui hantent la mauvaise conscience française », selon Jean-François Kahn (*Les Nouvelles Littéraires*).

Cette mini revue de presse permet de voir pourquoi il y a lieu, dans *Esprit*, de parler de *L'idéologie française*. Il s'agit de savoir d'abord à quel genre de littérature on a affaire, par quels procédés un certain public est attiré et séduit, en somme quelle est la rhétorique de Lévy, ce que son relatif succès révèle de l'état de la culture. Il s'agit ensuite de savoir ce que vaut sa thèse, ce qu'il en est de sa cohérence et de sa portée. Il s'agit enfin de voir, à partir de l'événement littéraire Lévy, les rapports de la communauté française avec les idées, les écrits, les événements qui font la matière du livre.

Pour être plus direct, je dirai qu'il y a dans ce bouquin une grande quantité de boue, énormément de pose, de truquage, de vanité, de bluff, de rancune, de désir de se faire valoir, et qu'il m'étonne qu'une bonne part des intellectuels français manquent de discernement esthétique, technique, moral, au point d'avalier sans broncher une pareille potion. Mais j'ajouterai qu'il n'y a pas que cela, qu'au milieu de toute cette mise en scène, toutes ces

1. En particulier B. Poirot-Delpech (*Le Monde*, 16 janvier), Michel Winock (*Témoignage chrétien*, 22 janvier), J.-M. Domenach et A. Touraine (*Le Matin*, 22 janvier et 4 mars), A. Besançon et R. Rémond (*Le Point*, 26 janvier), E. Borne (*La Croix*, 30 janvier), R. Aron (*L'Express*, 7 février), J. Julliard (*Le Nouvel Observateur*, 30 mars).

2. J.-P. Enthoven (*Le Nouvel Observateur*, 31 janvier), J.-F. Revel (*L'Express*, 7 février), A. Roger (*Le Matin*, 4 mars), Louis Seguin (*La Quinzaine littéraire*, 15-31 mars).

affectations, il y a un noyau de vraies questions, il y a matière à discuter et que, de toute façon, si la position de censeur de l'histoire et de la culture française est devenue rentable et prestigieuse, cela veut dire quelque chose. Cela veut dire que les Français doutent d'eux-mêmes, qu'ils ont de la peine à s'accepter raisonnablement, qu'ils en sont réduits à chercher le salut dans une confuse négation de soi et non pas dans une création.

Raymond Aron a très justement écrit que ce livre « jette du sel sur toutes les plaies mal cicatrisées » ; il faisait allusion en particulier aux relations entre Juifs et non-Juifs en France, mais sa formule a une valeur plus générale. Alors ces plaies, quelles sont-elles et comment pourraient-elles cicatriser ? Puisqu'il s'agit au fond dans ce livre — et surtout pour la partie de l'opinion qui lui pardonne de si criants défauts — d'une inquiétude quant à l'enracinement de la démocratie dans la culture française, la seule réponse à ce catéchisme du dénonciateur proposé comme un piège à des gens qui ont peur d'eux-mêmes, c'est d'avancer dans cette recherche d'une philosophie de la démocratie qui est la ligne centrale de cette revue, en particulier depuis l'actuelle « nouvelle série » et même, sans doute, depuis sa fondation.

S'il ne paraît guère possible de discuter avec Bernard-Henri Lévy (on a trop d'indices de sa mauvaise foi et aucun de sa bonne foi), il est sans doute utile de discuter de lui, de profiter (j'essaie de le faire dans la seconde partie de cet article) de son indéniable sens de la conjoncture intellectuelle et morale, pour reprendre quelques-unes des questions dont il lui reste le mérite d'avoir rappelé l'importance.

I. LE SEL

Bernard-Henri Lévy se présente d'emblée comme un épurateur et comme un sauveur, celui qui a le courage de dénoncer le « visage d'ordure » (294) de la culture française ; tracer la « généalogie de nos démons » (11) lui donne le pouvoir de guérir notre « peuple amnésique » (11) ; il saura « décidément et pour de bon interrompre la procession » des « pétainistes impénitents, [des] nostalgiques de la honte » (11). Telle est donc la scène (notre mémoire collective), tel est aussi le héros, le nouveau saint Georges, seul en face d'une myriade de monstres.

Mais d'emblée il apparaît que l'allure du vengeur, de l'homme au glaive de feu qui va séparer le bien du mal compte ici beaucoup plus que le combat livré. Il s'agit d'abord pour Bernard-Henri Lévy de se placer dans la meilleure position, d'établir par une rhétorique insistante et complexe son pouvoir sur le lecteur. Dès l'introduction, quelques moulinets d'éloquence assurent la maîtrise de l'auteur sur son public, d'autant plus que parmi les enflures c'est une grondante menace qu'il fait entendre : « N'y aurait-il pas, au clos de nous-mêmes, à l'étouffée de nos mémoires, gravée aux tables de nos Lettres, quoique obstinément celée à nos regards, une très

ancienne plaie — purulente jusqu'aujourd'hui en nos terres et nos têtes ? » Cette incohérence des images (une plaie gravée à nos tables bien que purulente en nos terres !) n'est pas seulement l'effet d'une rédaction hâtive, elle traduit l'impatience de saisir le lecteur par une puissante évocation, de le captiver par l'annonce de choses terribles et confuses. On voit, à lire cette phrase, que Lévy ne sait peut-être pas exactement ce qu'il veut dire, mais qu'il sait très bien quel effet il veut produire.

Toutes les lignes de cette rhétorique renvoient à la figure de l'auteur-sauveur, seul contre le mal, bien qu'il invoque de temps en temps quelque saint patron. De ceci témoigne le nombre des interventions de Moi-Lévy : « Je n'ignore pas... Et si je préfère moi... J'entends ainsi... Je n'oublie pas... Je dis bien... Je crois moi... Si j'ai cru bon d'insister... J'ai cru bon de rappeler... J'aurai bientôt à... » Sans compter d'autres manières de s'imposer, à la fois moins voyantes et plus solennelles : « L'ultime illusion dont il faut se défaire... » (66), « Ce qui est plus décisif encore » (90), ou bien : « Il faudra faire le compte un jour... » Propos de vaste portée qui donnent aussitôt une grande idée des capacités de celui qui les profère.

À Bernard-Henri Lévy rien ne résiste. Voilà ce dont il s'agit, tout au long de ce livre, de faire la démonstration. Le bruit de sa parole peut remuer des montagnes. L'enflure du style fait preuve, ou voudrait faire preuve.

À propos des convergences idéologiques entre communisme et pétainisme, après avoir essayé de fonder sa thèse, il monte de plusieurs tons pour affirmer que le pacte Hitler-Staline n'explique pas tout : « De là à l'obscène ralliement idéologique dont j'ai tenté de dire ³ l'allure, il y a un autre pas, immense et démesuré, que les bottes de sept lieues du grand Staline étaient bien incapables à soi seules ⁴ de faire franchir. » Argumentation ou roulement de tambour ? Bernard-Henri Lévy élève toujours le niveau sonore quand il a un gros sophisme à faire passer. Par exemple, il lui faut déclencher tout un tapage pour faire avaler (p. 123) le concept paradoxal de « racisme sans racisme ».

De même, dans le chapitre 3 de la seconde partie où est dénoncée la xénophobie culturelle des Français, notamment à l'égard de la philosophie allemande. L'argument peut se soutenir quand il s'agit de Hegel et même de Marx ; à l'égard de Nietzsche on ne peut voir jouer, au début de ce siècle, en France, un « dispositif protectionniste » (105) qu'à condition d'ignorer des œuvres comme celle de Daniel Halévy et surtout le travail d'un grand notable universitaire comme Andler. Mais ces oublis calculés ne suffisant pas à fonder la thèse, on a droit en plus à une sorte de démonstration à priori de ce que l'ignorance de Nietzsche serait en France

3. L'usage du verbe dire chez Bernard-Henri Lévy ! Ce monsieur ne décrit ni n'explique, il discute encore moins, il « dit » d'emblée, comme César triomphait.

4. « À soi seules », et non pas « à elles seules ». Le neutre est ici comme une caisse de résonance qui ajoute aux propos de l'auteur une amplification indéfinie.

nécessaire, structurelle : « Ce qui importe, c'est que le refoulement cette fois se fait tout seul par le seul effet d'une structure et la seule contrainte d'un discours. Que le discours français est ainsi organisé, ainsi saturé, qu'un livre comme *Le gai savoir* y est proprement, nécessairement économisé » (159). Ce style rue d'Ulm, ces pesantes chevilles sont là pour stopper l'esprit critique du lecteur le temps de franchir un cap délicat. Lorsqu'il s'agit de Kant, l'argumentation s'inverse ; la preuve de la xénophobie régnante, ce n'est pas qu'on l'ait ignoré, c'est qu'on l'ait mis à toutes les sauces, condamné à « courir les écoles normales pour nourrir les futurs instituteurs républicains » (156).

Comme dans un certain théâtre, seule compte ici la mise en scène. L'art de mettre en perspective fournit en particulier le moyen de concéder ce qu'on est obligé d'admettre tout en l'escamotant. Les meilleurs spécimens de ce savoir-faire se rencontrent à propos d'Uriage : « Ce n'est pas qu'on y fut plus pro-allemand qu'ailleurs... on y tolérait même les Juifs ⁵. » Ceux qui prennent Bernard-Henri Lévy simplement pour un auteur un peu pressé ont tout à fait tort, car il travaille soigneusement. Simplement il travaille pour son compte, les faits et les textes sont pour lui de toutes petites choses qu'il s'agit d'adapter à sa vision architecturale. Cela donne par moments des résultats tout à fait extraordinaires.

Quant aux *faits*, il y a les détails : l'*Ève* de Péguy n'a pas été publiée en 1907, mais en 1914 ; Gabriel Monod était historien et non philosophe, et bien d'autres choses. Broutilles à côté de cette habileté proprement lévienne à peindre des panoramas imaginaires. C'est presque au début du livre qu'est évoqué février 34, moment clé puisque l'anti-parlementarisme, nous dit-on, réunit alors toutes les branches de l'idéologie française : communistes, fascistes, Croix de feu, *Esprit*, Romain Rolland, Thierry Maulnier, Drieu... Et les preuves s'alignent : Doriot « orchestre le mouvement » (18) ; G. Valois fasciste est « frère d'armes » (18) des communistes ; Thorez tend la main aux « ligueurs et autres croix de feu » (18) ; Drieu va d'une manif de droite à une manif de gauche ; *Esprit* crédite l'Action française de « lutte(r) courageusement contre la démocratie libérale et parlementaire » (19) ; « au même moment » (sic) Thierry Maulnier et les munichois « pavoisent de voir la preuve enfin administrée de l'anémie libérale face à la virilité fasciste » (19).

Méli-mélo de dates et de situations. Doriot, en 1934, est un marginal dans le PCF, il est partisan d'une alliance avec les socialistes, il critique la ligne

5. On peut comparer avec ce que dit un historien spécialiste : « L'action pédagogique... se donne pour but de former les futurs combattants » (B. Comte, « L'expérience d'Uriage », in *Églises et chrétiens dans la Seconde Guerre mondiale*, Presses universitaires de Lyon, p. 257). Quant aux Juifs « tolérés », ils étaient souvent à Uriage à titre de cadres de mouvements de jeunesse israéliques, notamment des Éclaireurs ; autant dire qu'on ne leur demandait pas de cacher leurs fidélités.

officielle de lutte contre la social-démocratie ; s'il « orchestre » quelque chose, c'est en partie la manifestation qui le 9 février commence de rapprocher les communistes des républicains antifascistes. En fait, Doriot n'est convoqué par Lévy qu'à cause de l'effet que ne manque pas de produire son nom : du communisme au nazisme. Quant à Thorez, tout le monde sait, y compris Lévy puisqu'il le dit en note ⁶, que c'est en 1936 qu'il a tendu la main aux Croix de feu (et non aux ligueurs, ce qui fait une assez grande différence). Les futurs munichois ne sont évidemment là que pour le plaisir du coup d'œil. Quant à *Esprit* et à Valois, ce qu'on dit sur leur compte est formellement exact (encore que les textes cités soient de 1933), mais il faudrait y ajouter ceci : que février 34 est pour les uns comme pour l'autre un « point de rebroussement » ; c'est le moment où, si j'en crois un historien de la période ⁷, Mounier et Valois choisissent « leur place à gauche » ; le second quittera le faisceau en 1935, deviendra socialiste et mourra en 1945 au camp de Bergen Belsen, — détail qui ne retient nullement Lévy d'en faire une de ses têtes de Turc. En somme, ce février 34 qui nous est présenté comme un lieu de convergence a été pour ceux que Lévy a mobilisés pour sa mise en scène le début ou l'occasion d'une profonde divergence.

Encore plus abracadabrante, la manière dont (p. 132) est évoquée la France au moment de l'Affaire Dreyfus. On commence par mettre au pilori trois signataires (Guesde, Viviani, Millerand) du manifeste du 20 janvier 1898 où les parlementaires socialistes se déclarent neutres dans la lutte qui oppose à propos de Dreyfus « deux fractions rivales de la classe bourgeoise ». Un célèbre parlementaire socialiste, qui lui aussi a signé ce peu glorieux manifeste ⁸, est oublié : Jaurès. On comprend pourquoi huit lignes plus bas, quand le parti socialiste, que Jaurès allait dominer, est présenté et loué (contre Péguy) comme un « embryon de social-démocratie » fondé « à partir de la coalition née de l'Affaire ». Ce parti prétendu dreyfuso-social-démocrate s'oppose, ajoute-t-on, à « un tout autre courant idéologique » (courant déplorable), constitué lui non pas à partir de l'Affaire mais (nuance) « dans l'immense dépression née de l'Affaire », à savoir « l'anarcho-syndicalisme dont un certain Georges Sorel va se vouloir le héros et l'intellectuel organique ».

Malheureusement beaucoup de faits s'opposent à cette touchante répartition des bons et des méchants, et non seulement la malencontreuse signature arrachée à Jaurès par ses collègues socialistes et parlementaires

6. Il y aurait à dire sur la façon dont l'imperturbable discours de B.-H. Lévy est parfois contredit par ses propres notes (notes mal accessibles, donc un peu hypocrites quand elles sont en fin de volume). Exemple, p. 202 on nous montre Lucien Herr assistant au cours de l'anthropologue raciste Jules Soury. Une note précise : « Il est toutefois vrai que J. Soury (...) ne semble pas avoir versé encore dans le racisme explicite. » Alors pourquoi avoir mêlé Herr à l'affaire, sinon pour le pur plaisir de l'ajouter au tableau de chasse ?

7. Henri Dubief, *Le déclin de la III^e République*, Seuil, p. 66.

8. Paru, rappelons-le, une petite semaine après la publication de *J'accuse*.

enfermés dans le sectarisme ou bien morts de peur à l'idée de se compromettre avec les Juifs à quelques semaines des élections. Le dreyfusisme a été exploité politiquement de 1899 à 1905 par une coalition de défense républicaine soutenant les ministères Waldeck-Rousseau et Combes. La rupture de cette alliance a été la condition de l'unité socialiste en 1905, unité qui, si on la situe par rapport à l'Affaire, en est donc la négation. Quant au courant anarcho-syndicaliste, il est bien antérieur à l'Affaire, puisque la Fédération des bourses du travail a été fondée en 1892 et que le congrès décisif de Nantes (rupture avec les guesdistes) s'est tenu en 1894.

Pour Sorel, s'il fut le héraut de l'anarcho-syndicalisme, il n'en fut jamais l'intellectuel organique, pour la raison d'abord qu'il n'a cessé de dénoncer les intellectuels qui accaparaient le pouvoir dans les organisations ouvrières ; pour la raison ensuite qu'un Griffuelhes ne l'aurait pas supporté. En fait, Sorel est là pour que ne vienne pas le nom du véritable « intellectuel organique » de l'anarcho-syndicalisme : Pelloutier, dont la présence gênerait beaucoup Lévy. Cet ami de Bernard-Lazare fut en effet dreyfusard bien avant Jaurès. Introduire son nom c'est rappeler le fait que les anarchistes furent de tous les courants du mouvement ouvrier français les premiers et les plus actifs dreyfusards⁹.

On le voit, les distorsions et les oublis qui déparent cette page de Lévy et qui finissent par décourager la confiance d'un lecteur un peu exigeant, tous ces accommodements ne sont pas dus au hasard, ils « font système ». Je ne dirai pas à la manière de Lévy que c'est « structuré comme un inconscient », au contraire cette espèce de jardin à la française est très consciemment dessiné : il s'agit de persuader le lecteur que, par rapport à un événement discriminant, l'Affaire Dreyfus, le mouvement ouvrier français se divise en deux courants : l'un blanc (le jaurésisme) et l'autre noir (l'anarcho-syndicalisme). C'est tout à fait faux et, si Bernard-Henri Lévy met tant de soin à écarter ce qui pourrait gêner cette thèse c'est parce qu'il sait très bien qu'elle ne vaut rien¹⁰.

Quant aux *textes*, ils ne sont évidemment pas mieux traités. Il y a par exemple les tronquages de la page 134, où est cité un propos de Sorel

9. C'est la conclusion de Nelly Wilson dans son *Bernard-Lazare*, Cambridge University Press, p. 201, qui rappelle que *Le Libéraire* fut le premier journal (avant *L'Aurore* de Clémenceau) à soutenir les dreyfusards.

10. Au risque de désespérer B.-H. Lévy et tous ceux qui veulent se rattacher à une tradition immaculée, voici un texte de Jaurès paru à un des moments les plus dramatiques de l'Affaire Dreyfus, en décembre 1898 : « Comme Marx qu'il [Drumont] a cité incorrectement l'autre jour, il aurait pu montrer que la conception sociale des Juifs fondée sur l'idée de trafic est en parfaite harmonie avec le mécanisme du *Capital*. Et il aurait pu ajouter, sans excès, que les Juifs, habitués par des persécutions séculaires à la pratique de la solidarité et façonnés dès longtemps au maniement de la richesse mobilière, exerçaient dans notre société une action démesurée et redoutable. Ce socialisme nuancé d'antisémitisme n'aurait guère soulevé d'objections chez les esprits libres » (cité par Nelly Wilson, *op. cit.*, p. 219).

qualifiant Drumont de « grand journaliste », d'« écrivain excellent », qui a « le talent de dire des vérités en ayant l'air d'inventer ». Voici l'intégralité du texte de Sorel ¹¹ (en italiques ce que Lévy en a enlevé) : « Drumont grand journaliste, écrivain excellent, *mais à moitié fou !* Et personne n'a le don comme lui de dire des vérités en ayant l'air d'inventer *et, disons-le, de mentir* ¹². » Peccadille ou faute d'inattention ?

Ailleurs, après avoir décrit comme fascisante l'atmosphère intellectuelle des années 30 (retour des thèmes de la nation, de la race, de la terre et du corps), Lévy est amené à cette question : comment se fait-il que l'ensemble de cette génération n'ait pas viré au nazisme (32-36) ? La réponse, il la trouve en lisant Mounier ¹³, qui écrit à propos du fascisme et du nazisme : « Ce n'est pas dans de semblables caricatures que nous irons, nous Français, interroger la mission de la France. » *Euréka !* C'est par chauvinisme qu'ils n'ont pas été nazis. Pour faire bonne mesure, Lévy joint à cette citation d'autres textes jugés par lui équivalents de l'Ordre nouveau, de Maurras, de Drieu, de Thierry Maulnier, puis il fait un paquet de l'ensemble : « Ces hommes », dit-il, ou bien « nos intellectuels », ce qui les gêne, ce n'est pas le fascisme, mais qu'il vienne de l'étranger, fabriquer fasciste oui, mais à condition de fabriquer français, tel est le résumé que donne Lévy de cette mentalité et il prépare la suite de son récit en annonçant : « Un maréchal bientôt viendra... Et alors ces hommes... répondront en chœur : présents ! »

Évidemment, pour pouvoir mettre Mounier dans le même sac que Maurras et Drieu, Lévy doit dissimuler que l'article en question fait au fascisme bien d'autres objections que celle d'être peu conforme à l'esprit français. Escamotage difficile, car il s'agit de presque tout l'article. On y arrive quand même en faisant du texte une sorte de hachis (texte cité seize fois dont treize citations de quatre mots ou moins), afin d'en garder quelques expressions choisies pour leur force suggestive. Le seul fondement de cette utilisation du texte de Mounier, c'est le fait qu'il tente d'évaluer et de comprendre la tentation fasciste qui est alors un fait. Quant à ce que Mounier pense du fascisme, cela ne fait pas de doute, comme en témoigne le titre de l'article (que Lévy ne donne pas) : ou bien la qualification de l'État fasciste comme « État policier » ou bien la dénonciation de son « pseudo-humanisme et pseudo-spiritualisme ». Que faut-il de plus ? Il est vrai que Bernard-Henri Lévy juge que les mots d'ordre « réveil national », « jeunesse, énergie, ordre, discipline, autorité », que Mounier reprend ensuite à son compte relèvent du vocabulaire fasciste. Certes, ce sont là des

11. Ce texte m'a été communiqué par Gilbert Comte, que je tiens à remercier ici.

12. G. Sorel, *Propos*, Gallimard, p. 26. Il me semble clair qu'il faut comprendre : personne n'a comme lui le don de mentir, et non pas : de dire la vérité en ayant l'air de mentir ; dans la seconde hypothèse, en effet, « disons-le » n'aurait aucune raison d'être.

13. E. Mounier, « Des pseudo-valeurs fascistes, prise de position », *Esprit*, janvier 1934. In *Œuvres complètes*, t. 1, Seuil, p. 223-228.

mots du fascisme, mais le fascisme en a-t-il le monopole ? Et si Mounier les reprend, c'est explicitement dans un but de retournement polémique, pour leur donner un sens opposé à celui de Mussolini ou d'Hitler. Il est donc absurde de voir dans cette « rencontre » la preuve d'une proximité idéologique.

À l'égard de Bernanos (107), le procédé est différent ; après avoir rappelé qu'à la fin de sa vie il saluait encore Drumont comme son maître, Bernard-Henri Lévy s'active pour laisser entendre que Bernanos n'est pas vraiment revenu de son antisémitisme : « Il [Bernanos] en vient à reprocher à Hitler d'avoir “ déshonoré à jamais ” le très doux, très noble, très responsable “ mot ” d’ “ antisémitisme ” » (*Le chemin de la croix des âmes*). Il faut regarder de près la place des guillemets. « Antisémitisme », avait écrit Bernanos, ce mot me fait de plus en plus horreur. Hitler l'a déshonoré à jamais. » (*Chemin...*, p. 422). On voit que Lévy a repris le texte non pas cette fois en le coupant, mais en le fourrant, hors guillemets, d'une sorte de pastiche de Bernanos qui lui ajoute la tonalité dont a besoin le présentateur qui, après cette habile préparation, assène le coup de massue final : « Bernanos ou la quintessence même de l'antisémitisme à la française. »

On va trouver que j'insiste lourdement, M. Revel va penser que je manque de charité chrétienne. Mais après tout, tant qu'à faire le ménage, autant le faire un peu à fond. Et puis, aussi longtemps qu'il y aura des critiques pour écrire que d'aussi patentes malhonnêtetés n'ont pas d'importance ou même qu'elles n'existent pas ¹⁴, il faudra rappeler que le respect des droits de l'homme (puisque'il s'agit de cela dans ce livre), cela commence par le respect des droits du lecteur, au nombre desquels il faut compter le droit de n'être pas trompés.

Bernard-Henri Lévy a eu le toupet de dire (interview au *Quotidien de Paris*, 20 février) : « Personne n'a vraiment été capable de me donner un seul exemple de ces fameuses citations tronquées dont mon livre pullulerait. » On peut se demander au contraire si son livre contient une seule citation digne de ce nom : un texte honnêtement reproduit, situé, discuté. Bien des morceaux d'autres auteurs sont utilisés, mais c'est Lévy qui parle d'un bout à l'autre. C'est même ce monologuisme obstiné qui fait question, cette manière de marionnettiser l'autre, de le contraindre à parler contre ce qu'il voudrait dire : cette mégalomanie, ces manipulations cadrent très mal avec l'idéologie politique proclamée par Bernard-Henri Lévy.

Il y a là une grosse contradiction : ce que fait Lévy écrivant va à l'encontre de ce que dit vouloir Lévy en tant qu'il se livre à des professions de foi. On ne peut pas à la fois pratiquer, comme le maître Althusser, une lecture symptomale, une lecture qui classe au nom de la science sociale

14. C'est le cas de Louis Seguin, dans *La Quinzaine littéraire*, à propos du tripouillage de l'article de Mounier de janvier 1934.

l'objet de lecture, tout en se prétendant adepte des droits de l'homme. On peut faire l'hypothèse que l'idéologie française « ne parle pas (...) par énoncés clairs et distincts mais par lapsus furtifs, nomades, malins » (290), qu'il faut donc la débusquer en marge de ce que les textes disent explicitement. Mais comment faire pour qu'à partir d'un tel présupposé, Monsieur l'interprète ne s'arroge pas tous les droits, ne devienne pas un tyran capricieux ? Il faut pour éviter cela que certaines règles soient respectées, en particulier que la saisie extérieure de l'œuvre comme objet soit référée à l'intention de l'auteur, moyen de l'élucider, de l'approfondir, de la complexifier, de saisir dans un homme le « travail de l'œuvre ».

Rien qui ressemble ici à un effort de ce genre. Rien d'autre au fond que des rapprochements de vocabulaire, avec ce que la méthode comporte d'arbitraire et de démagogie. D'arbitraire car rien ne prouve que les rapprochements qui ont permis de caractériser l'idéologie française (« un lexique, une encyclopédie, un cercle bien fermé, une ronde réglée d'images », 291) ne pourraient pas être étendus à bien d'autres gens et que la spécificité supposée du corpus « idéologie française » ne disparaîtrait pas. B.-H. Lévy a le soupçon de cette difficulté au début de son livre quand il évoque la diversité des voix (Artaud, Bataille, Céline, Gide, Aragon, Drieu, Crevel...) qui dans « la génération d'avant le fascisme » (21) ont exprimé la crise d'un « monde défait, privé de "sens" et de "mythes", rongé par la vermine et comme dévitalisé, où les hommes ne s'assemblent plus » (22). Dans ce concert, comment distinguer « la morne voix de ceux qui déjà consentent à l'imminent désastre et celle, plus anxieuse, des autres, qui s'emploient à le conjurer » (23-24) ? Ce n'est pas si facile en effet et l'élaboration d'un lexique des mots interdits ne saurait y suffire. Si, comme l'a dit souvent J.-M. Domenach, les résistants emploient les mêmes mots que les pétainistes (honneur et patrie par exemple), devient-il légitime de les confondre ?

Le fétichisme du mot, la certitude de son efficacité intrinsèque conduisent Lévy à des extrémités dérisoires. Notamment quand il entreprend de superposer les vocabulaires de Thorez et de Pétain en 1940 et de prouver ainsi l'existence d'un communo-pétainisme, structuré sans aucun doute comme un inconscient. On gagnera en clarté si l'on met en regard les expressions que B.-H. Lévy tire des deux auteurs (79-80) :

<i>Thorez</i> ¹⁵	<i>Pétain</i> ¹⁶
« période tragique »	« l'heure la plus tragique »
« millions de malheureux »	« millions de réfugiés »
« campagnes dévastées »	« terres abandonnées »
« usines vides »	« usines... détruites »
« une tristesse (qui) frise le désespoir »	au bord de « désespérer »

15. Référence donnée : article dans *The communist international*, sept. 1940.

16. Références données : Lettre à Roosevelt et article dans *La Revue des deux mondes*, sept. 1940.

Nous communistes « avons profondément confiance (dans) l'avenir de notre peuple, (dans) l'avenir d'une France nouvelle, (prenant) en mains son propre destin »

« confiance dans une " France rajeunie " », « seule en face de son destin »

À part les formules sur la France et son destin qui traduisent un certain rapprochement *politique* (à ce moment Pétain et Thorez veulent l'un et l'autre tenir la France en dehors de la guerre) sur lequel la sémiologie ne nous apprend rien, les expressions communes correspondent soit aux réalités les plus évidentes, soit aux lieux communs les plus banaux du moment. Il n'empêche, B.-H. Lévy, qui continue l'exercice sur le prétendu « appel du 10 juillet 1940 », croit pouvoir se fonder sur de telles rencontres de mots pour fonder la thèse du PC, « premier parti pétainiste de France » (86).

Non seulement la méthode est arbitraire (elle permet d'identifier n'importe quoi à n'importe quoi), elle est aussi démagogique. Elle cultive chez le lecteur un réflexe pavlovien à l'égard des mots damnés : ordre, patrie... Il y a là comme une sorte de pogromisme, une sorte d'appel à proscrire celui qui ne parle pas la bonne langue ; voilà qu'on nous interdit littéralement d'échanger des mots à travers les barrières idéologiques, comme on nous interdit de faire évoluer ou bifurquer leurs significations. « Le totalitarisme achevé, dit B.-H. Lévy, est toujours (...) le projet d'une langue commune » (227). Encore une fois, malheureusement, B.-H. Lévy fait le contraire de ce qu'il dit vouloir.

Les pires défauts apparaissent quand on considère la manière dont sont traités, utilisés, malmenés, éclaboussés, *les hommes* dont Lévy veut littéralement se débarrasser. Il y a les petites astuces polémiques par exemple à l'égard de Mounier : « Voici Mounier justement ¹⁷ dans le rôle du Philosophe qui ne transige pas avec le concept » (33). Suit une citation assez banale dont ni le ton, ni le contenu ne correspondent à l'annonce. Il en résulte une sorte de différence de niveau et Mounier est ridicule un peu comme quelqu'un qui a manqué une marche. Beau travail, grand art du croche-pied !

Peccadille que cela, si on le compare à la façon dont est traité Gustave Thibon, « théoricien besogneux et légèrement bovin, chantre de nos terroirs et du gros bon sens français, qui n'avait probablement pas lu, le malheureux, la moindre ligne de Hegel, de Nietzsche, ni même de Rosenberg » (67). Je n'ai rien pour Gustave Thibon, idéologue du pétainisme, mais cette manière de le traiter est insupportable : « légèrement bovin » ! Évidemment Lévy se permet cela vis-à-vis d'un

17. Appréciez la désinvolture hautaine de ce « justement ».

homme dont personne ne défendra la mémoire. Mais le plus grave, c'est qu'il tente ici de séduire le lecteur, de le rendre complice d'un acte bas. Il sait bien qu'au milieu d'un livre où l'auteur fait peser une étrange atmosphère de menace, où beaucoup n'entrent qu'avec la peur d'être quelque peu mis en cause par ce réquisitoire insatiable, certains vont être tentés de soulager leur anxiété en se moquant au passage du malheureux Thibon. S'ils le font, ils seront dans la même position que celui qui rit quand un voyou frappe un type dont la tête, ou la peau, ne lui revient pas. Le pire c'est qu'il n'y a pas ici un écart de plume, mais au fond une stratégie dont le but est de faire admettre par le lecteur la violence arbitraire que se permet l'auteur. Tentative de corrompre et d'abaisser le lecteur en exploitant sa mauvaise conscience et sa lâcheté.

La façon dont est accommodé Péguy est plus complexe ; elle relève à la fois d'une certaine technique de l'injure et, surtout, d'une persévérance étonnante dans l'art de compromettre. Les pages particulièrement consacrées à Péguy (114-122) révèlent beaucoup d'ignorance et une grande incompréhension. Mais là n'est pas l'essentiel. L'essentiel, c'est qu'on le met ensuite systématiquement dans tous les mauvais coups. Page 131 le voici associé à Barrès dans l'antisémitisme, sans qu'aucun argument saisissable soit fourni ; sans plus de justification, il devient, page 158, un apologiste de la cruauté (Péguy-Sade !) ; page 176, on suppose qu'il se serait « peut-être » reconnu dans le « soviétisme » ; supposition exacte puisqu'il était encore l'an dernier à Moscou : quand Georges Marchais y parlait pendant les JO « c'est Péguy qu'on (croyait) entendre ». Ce n'est pas fini, puisqu'on apprend, page 189, qu'il « eût pu » être maoïste alors que, plus malin, Lévy a seulement « failli l'être ». On concède tout de même, page 193, que « ce ne sont ni Péguy ni Maurras qui règnent à la Kolyma et à Pnom Penh ¹⁸ ». Ce n'est toujours pas fini : page 206, le voici admirateur de la force ; page 259, il est « ennemi des lois ¹⁹ ». Pour faire bon poids, Lévy ajoute deux injures : « Péguy le nigaud » et « Péguy le raciste ²⁰ ».

18. Mais alors à quoi sert de placer là ces deux noms ? C'est que, malgré la forme négative de la phrase, ils resteront quelque peu contaminés. B.-H. Lévy est spécialiste de ce genre d'insinuations. Il a fait mieux dans *Le Quotidien de Paris* : « Une équipe de fins stratèges ont cru malin d'engager le débat sur Mounier et sur Uriage (...) Le résultat c'est que j'en suis réduit dans les débats publics (...) à convaincre de jeunes étudiants trop zélés qu'il ne faut rien exagérer et que Mounier ce n'est quand même pas Doriot. » Du grand art ! Faire courir une sale calomnie tout en raillant ceux qui en sont victimes, en disant que c'est leur faute. Je croirai à la sincérité de Lévy quand il aura demandé pardon pour cette saloperie.

19. Cette formule, tirée du *Péguy* de Daniel Halévy, est attribuée à Péguy parlant de lui-même. D. Halévy prétendait que Péguy l'avait prononcée dans une conférence faite en 1904. Depuis le livre d'Halévy, la sténo de cette conférence a été publiée : ni l'expression, ni rien qui y ressemble ne se trouvent dans ce texte. Cf. J. Viard, *Les œuvres posthumes de Ch. Péguy*, Minard, p. 115 et ss.

20. Lorsqu'il le discute, B.-H. Lévy convient que le mot « race » est chez Péguy employé « au sens figuré et de façon métaphorique » (122), mais lorsque cent pages plus loin il lance l'injure, la distinction est oubliée. De cette manière Lévy pourra soutenir qu'il sait, qu'il a dit que pour Péguy la race n'est pas physique, mais en même temps, pour un autre public sans doute, il se permet l'injure brutale.

Il faudrait interpréter cet acharnement obsessionnel. Mais l'essentiel, c'est encore une fois le comportement de Lévy, ce qu'il se permet, ce comportement de petit marquis, l'espèce de goût pour un arbitraire tyrannique qui se révèle ici. Étrange auteur qui ne sait pas parler de ce qu'il aime, qui, lorsqu'il rend hommage, a plutôt l'air de flatter et d'envier que d'exprimer une estime sincère, étrange auteur qui semble le plus souvent exclusivement préoccupé de dégager le terrain pour l'expansion d'un insatiable Moi d'enfant gâté.

Quelques critiques en mal de facilité ont dit : c'est un pamphlétaire. Non, cette haine renfermée n'est pas d'un pamphlétaire. Si Lévy était un pamphlétaire, il crierait quand les autres lui font mal, il dirait où ça le blesse, où ça le touche, alors que ce livre où chaque mot est tactique, ce livre sans émotion le montre désespérément seul avec ses gesticulations et avec son mépris anxieux de toute concurrence, son désir de régner et d'humilier. Le pamphlétaire est un homme qui dans plusieurs sens cherche autrui, Lévy au contraire, avec sa mégalomanie et sa manie du petit mensonge est désespérément antisocial.

II. LES PLAIES

Aborder B.-H. Lévy à travers son comportement d'auteur, dégager ce qu'il y a dans son écriture « d'action incorporée » comme disait Péguy, c'est porter d'abord attention à ce qu'il fait, et non pas à ce qu'il dit qu'il fait, c'est le considérer dans son efficacité et non dans ses proclamations. Il apparaît alors que les proclamations antifascistes sont ici fondement d'un droit d'inquisition, droit fondé sur le principe formellement stalinien qu'il ne faut avoir aucun rapport avec l'ennemi. Ce principe terroriste se monnaie en une technique très élaborée de l'éclaboussure (un assentiment partiel, une parole d'estime à l'égard d'un adversaire peuvent devenir les indices d'une collusion) et de la rumeur (voir la façon dont Péguy est diabolisé par l'évocation de tous les crimes qu'il « eût pu » commettre). Comme dans le stalinisme historique, il importe peu de savoir qui est proscrit. L'important c'est que cela soit fait de manière telle que tout le monde pourrait être proscrit. Il est bien évident en effet qu'avec les méthodes qu'il emploie, il serait facile à Lévy de faire pendre Bataille²¹, Artaud, Jaurès, Benda... et presque tous les auteurs qu'il vénère. S'il ne le fait pas, c'est évidemment par pure bonté, à moins qu'il ne les réserve pour une autre fournée.

Cette « terreur dans les lettres » n'est que la contre-partie explicite d'un désir d'innocence totale et de pureté parfaite, suite aux mésaventures du siècle. En sacrifiant certains auteurs et certaines valeurs trop compromis,

21. Qu'aurait dit Lévy s'il avait relevé dans *Esprit* une phrase de ce genre : « Nous nous adressons, nous, aux impulsions directes, violentes qui dans l'esprit de ceux qui nous écoutent peuvent contribuer au sursaut de puissance qui libérera les hommes des obscurs maquignons qui les conduisent » (G. Bataille, *Contre-attaque*, mai 1936. Cf. A. Arnaud, *Georges Bataille*, Seuil, p. 16).

en jetant quelques pierres, on atteindra peut-être le Salut, on sortira de la culpabilité, on sera, comme B.-H. Lévy, un juge.

Le collège de sociologie

L'ARBITRAIRE de beaucoup des oppositions exhibées par B.-H. Lévy n'est nulle part plus évident qu'à propos du Collège de sociologie, qu'il n'évoque pas sans un tremblement d'admiration (25, 205).

Ce groupe animé par G. Bataille et R. Caillois, essaya de 1937 à 1939 de réfléchir, à la suite de Durkheim et Mauss, sur le sacré, sur le pouvoir et sur les mythes, sur la crise du lien social dans les sociétés modernes. Projet scientifique, mais aussi projet actif s'il est vrai que Bataille voulait « recréer un sacré virulent et dévastateur, qui finirait dans sa contagion épidémique par gagner et exalter celui qui en aurait d'abord semé le germe » (Le collège de sociologie, recueil édité par Denis Hallier, Gallimard, coll. « Idées », p. 37).

On perçoit dans les textes du collège, outre la conscience aiguë des questions posées par la montée des totalitarismes, un attrait pour la manipulation de l'irrationnel et pour la force, l'annonce, selon Caillois, d'une saison de « très basses températures » où « le champ (sera) libre pour les plus aptes ». On y reconnaît, chez Caillois en particulier, nombre de thèmes centraux d'Esprit, mais associés à un nietzschéisme aristocratique. A vrai dire la fascination du style totalitaire y apparaît certaine. Ceci n'empêche pas que le collège de sociologie ait été fréquenté par nombre d'antifascistes allemands alors en exil à Paris (Benjamin, Horkheimer, Adorno, Hans Mayer...) qui préféreraient rencontrer ceux à qui le nazisme faisait question plutôt que ceux qui se complaisaient dans l'inconscience commune.

La façon dont B.-H. Lévy oppose le Collège de sociologie à Esprit apparaît d'autant plus absurde qu'entre Esprit et ce groupe il y avait de nombreux liens ; Esprit a deux fois évoqué le Collège, où plusieurs de ses collaborateurs (Landsberg, Klossowski, Bertrand d'Astorg...) ont joué un rôle important.

La culpabilité lancinante qu'exploite Bernard-Henri Lévy porte sur deux points : le pétainisme et l'enracinement de la démocratie dans la culture française. Beaucoup sont prêts à accepter quantité d'à peu près et même quelques mensonges si on leur promet un début de réponse à ces deux questions : pourquoi la France fut-elle pétainiste ? pourquoi notre pays est-il si peu démocratique ²² ? Il s'ensuit que tous ceux qui critiquent Lévy seront accusés de refouler l'imminente vérité dont l'émergence nous mettrait enfin au clair sur ces deux inquiétudes. Le sérieux de l'affaire Lévy est là, dans ce débat de beaucoup de Français avec une mémoire historique douloureuse.

22. Conformément à sa manière, B.-H. Lévy en rajoute ; le moyen de tenir le lecteur auquel on promet un soulagement, c'est de commencer par donner un bon coup sur la plaie. « C'est que nous vivons dans un pays qui, contrairement à la légende, n'a plus, depuis longtemps, d'authentique doctrine démocratique et où cette doctrine s'est lentement enlisée dans un désert de déshérence et de pathétique jachère. » (On remarquera une nouvelle fois la discrétion du style.)

Pétainisme ou esprit de quarante

Toute l'argumentation de B.-H. Lévy pivote autour du pétainisme. Son livre n'aurait guère d'impact s'il ne se présentait comme une élucidation du pétainisme. Aussi se préoccupe-t-il d'en donner une notion « quintessentielle », qui le distingue du pronazisme et du défaitisme que fut la collaboration tout autant que du racisme et de l'antisémitisme. Il s'agit en définitive d'un certain traditionalisme, d'un désir de cohésion au-delà des oppositions partisans, d'une exaltation de la France comme réalité terrienne et communautaire, d'une critique de l'individualisme cher à la République laïque. Les thèmes positifs sont le vitalisme (la jeunesse), la référence aux racines, le rôle du chef ; les thèmes négatifs, la critique de l'intellectualisme, des partis et de l'argent.

Donc, lorsqu'il se veut rigoureux, B.-H. Lévy définit le pétainisme hors de deux phénomènes, le racisme et la collaboration, qui lui sont, c'est le moins qu'on puisse dire, contigus. Cette définition de l'objet, ajoutée au fait que la plupart des éléments par lesquels est caractérisé le fascisme à la française se retrouvent un peu partout, cela permet d'y faire entrer des personnes ou des courants qu'on ne saurait compromettre avec Hitler ou Xavier Vallat, par exemple *Esprit* de 1940-41, et Uriage. Il n'empêche que pour étayer son accusation, Lévy invoque l'antisémitisme de Vichy, illustré en particulier par le statut des Juifs d'octobre 1940, et son collaborationnisme obstiné (B.-H. Lévy s'appuie en particulier sur Paxton²³, qui a prouvé que la collaboration était le résultat non d'une pression allemande, mais d'une initiative des dirigeants de Vichy²⁴). Si bien que deux discours interfèrent : celui où vichysme égale collaboration et antisémitisme, et celui où on l'en distingue ; il en résulte que par l'intermédiaire de ce vichysme à double définition, on fait porter la honte de la collaboration et du racisme à des gens qui s'y sont constamment et violemment opposés²⁵.

Il y a là un dilemme qu'il faudrait lever. Ou bien on intègre à la définition du vichysme les éléments essentiels de sa politique, en particulier l'antisémitisme, le STO, la collaboration... et il faut mettre hors de Vichy beaucoup de ceux que B.-H. Lévy tente d'y inclure. Ou bien on s'en tient à la définition minimale, mais celle-ci n'est pas d'une grande utilité : elle

23. *La France de Vichy*, Seuil.

24. Cf. ce qu'écrivait d'eux l'ambassadeur américain William Bullitt dans un rapport du 1^{er} juillet 1940 : « Leur espérance, c'est de voir la France devenir la province favorite de l'Allemagne » (cité par Claude Bourdet dans *L'aventure incertaine*, Stock, p. 54).

25. En ce qui concerne *Esprit*, voir plus loin le témoignage de première main de Marc Beigbeder qui montre que Mounier a constamment essayé et réussi à faire passer la censure à des condamnations de l'antisémitisme. Aux exemples donnés par Beigbeder, ajoutons dans le numéro d'avril 1941 (p. 423) l'évocation de la fidélité juive de Bergson : « Quelques semaines avant sa mort, les journaux racontaient qu'il avait quitté son lit de douleur (...) et, enveloppé d'une couverture, en pantoufles, appuyé sur le bras d'un domestique, qu'il avait fait la queue pour obtenir son inscription au registre des Juifs. »

permettrait d'inclure dans le vichysme, pour leurs idées politiques, la majorité des résistants de 1940.

L'idéologie de l'unité nationale, la critique du parlementarisme et des partis de la III^e République se retrouvent par exemple dans un texte écrit sous le coup de la défaite par ce héros du républicanisme laïc qu'est Marc Bloch. C'est lui qui parle d'une « machinerie de partis » exhalant « un parfum moisi de petit café ou d'obscurs bureaux d'affaires », c'est lui qui dit des gouvernements du Front populaire : « Une pelletée de terre pieusement jetée sur leur tombe... ces morts ne méritent rien de plus ²⁶ ; qui parle à propos de l'opposition droite/gauche du « grand malentendu des Français » (*ibid.*, p. 205) ; qui condamne les « illogiques propagandes dont les mixtures frelatées intoxiquaient nos ouvriers (*ibid.*, p. 216). Ce grand historien regrette aussi que « notre régime » n'ait pas « su donner à la nation des fêtes qui fussent véritablement celles de tout le monde » (*ibid.*, p. 210). Hitler lui paraissait avoir mieux réussi sur ce point, et sur d'autres aussi : « La révolution nazie a mis aux commandes (...) des hommes (...) capables de comprendre le surprenant et le nouveau » (*ibid.*, p. 204). Évidemment, ce discours que Lévy déclarerait sans doute typiquement vichyste, reprenait une des vieilles scies d'*Esprit* : la critique de la bourgeoisie ; il ne pouvait donc se conclure que par un appel à la jeunesse : « La France d'un nouveau printemps devra être la chose des jeunes » (*ibid.*, p. 218).

Bien sûr, il y a des éléments carrément non vichystes chez Marc Bloch : la critique du moralisme bigot qui voit la défaite comme une punition (ce thème se rencontre aussi dans *Esprit* dès novembre 1940, dans le premier des dix numéros publiés à Lyon), la critique de l'incompétence de l'état-major français. Et plus que tout cette hypergaullienne proclamation : « Je le dis franchement : je souhaite que nous ayons encore du sang à verser » (*Ibid.*, p. 219). Mais il reste qu'il y a là beaucoup de cet esprit de 1940 que B.-H. Lévy confond avec le vichysme. Ce n'est pas un cas isolé. L'antiparlementarisme en particulier était fort répandu parmi les premiers résistants ²⁷, à l'exception peut-être des démocrates chrétiens, il en était de même à Londres ²⁸ et parmi les militaires de la France libre ²⁹. D'ailleurs si pétainisme et gaullisme n'avaient pas reposé sur quelque chose comme un socle commun, pourrait-on expliquer que certains des plus importants parmi les mouvements de résistance aient mis de nombreux mois à rompre avec Pétain ? Le cas de « Défense de la France » est à ce sujet bien connu.

26. *L'étrange défaite*, Armand Colin, p. 209 ; texte écrit entre juillet et septembre 1940.

27. Au point que le 25 août 41, le journal d'Henry Frenay : *Vérités*, se réjouit des « excellentes réformes intérieures qui sont énoncées » à Vichy, entre autres « la suppression des partis politiques ». Cf. Jean-Pierre Azéma, *De Munich à la Libération*, Seuil, p. 122.

28. Cf. J.-P. Azéma, *op. cit.*, p. 272.

29. Cf. par exemple le discours (Radio Brazzaville, 18 février 1941) où le général de Larminat défend les Français libres contre l'accusation d'être « partisans du régime parlementaire et des mœurs politiques d'avant-guerre ». Texte paru dans *Les idées politiques et sociales de la résistance*, par H. Michel et B. Mirkine-Guetzévitch, PUF, p. 79.

De manière plus surprenante, il faut attendre le 4 janvier 1942 pour que « Libération », d'inspiration socialiste, écrive comme une nouveauté qu'il a décidé de choisir clairement entre Pétain et de Gaulle ³⁰.

Ce sont là des faits que B.-H. Lévy connaît et qu'il mentionne à l'occasion, mais dont il ne tire pas la conséquence qui paraîtrait devoir s'imposer : la notion qu'il a du pétainisme (idéologie indigène de reconstruction de la communauté française dans la ligne des idées des années 30) ne permet pas de distinguer le gaullisme du pétainisme. Rien ne prouve mieux l'irréalisme de la thèse que la page (209) sur « la pure idée gaullienne, abstraite et désincarnée » de la France opposée à la « nation substantielle, accrochée à ses racines, confondues à son limon » que vénère le pétainisme. Écrivant ces éloquentes absurdités, Lévy ne fait d'ailleurs, et c'est cela l'essentiel, que donner un contenu idéologique (imaginaire) à une opposition que l'opinion commune des Français ne peut concevoir qu'aussi tranchée que possible. Il nous faut en effet un gaullisme de diamant, totalement idéal et héroïque pour nous protéger de l'ignominie.

Depuis la Libération, les Français se débattent avec le gaullisme détenteur de leur honneur. Peut-être se sont-ils imaginés en 1945 qu'ils avaient tous été résistants. Ils ont aimé croire ensuite avec Robert Aron qu'entre gaullisme et pétainisme la différence n'était pas si grande, que la lance et le bouclier étaient des armes complémentaires... D'autres historiens, en particulier Robert Paxton, ont détruit cette thèse consolante mettant en valeur le collaborationisme de Vichy ; l'évidence de son antisémitisme s'est elle aussi imposée à l'opinion ; il faut donc à posteriori choisir son camp, il n'y a pas d'autre solution que d'être gaulliste. Mais au même moment la représentation du gaullisme, celle diffusée par *Le chagrin et la pitié*, celle surtout des célébrations de la V^e République, apparaissait de plus en plus aristocratique, de plus en plus admirable, de plus en plus extérieure à l'expérience commune.

En contrepartie une autre idée se répand : sauf quelques héros, « la masse française est surtout faite de veaux ». Peu à peu le gaullisme, qui était objet de fierté et de consolation est devenu pour le Français moyen une cause de honte, un point de comparaison trop sublime pour que l'expérience commune puisse s'y reconnaître. Qu'on pense à la cérémonie bouleversante, d'une grandeur presque insoutenable, que fut le transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon, avec le discours de Malraux. Devant la coïncidence parfaite du courage et de l'intelligence, de la morale, de la politique et de l'esthétique, que les mots « 18 juin » continuent de représenter, qui ne se sentirait médiocre ? Tant que de Gaulle était au gouvernement, l'idéalisation ne pouvait être totale ; les critiques faites au Président de la République avaient dans une certaine mesure un effet rétroactif ; réciproquement, tant que le gaullisme restait une entreprise

30. H. Michel et B. Mirkine-Guetzévitch, *op. cit.*, p. 123-124.

politique, militants, électeurs, sympathisants participaient de la grandeur du commencement. L'éloignement politique et la mort de Charles de Gaulle n'ont fait que confirmer la coupure entre l'idéal et le réel. Le gaullisme idéal est devenu la seule entreprise politique contemporaine dont un Français pourrait se réclamer, surtout avec la baisse de prestige politique du PC (y compris quant à l'idée qu'on se fait de sa participation à la Résistance). Cette sorte de séduction exercée sur les Français par une image héroïque, l'espèce de haine de soi qu'elle provoque en retour, haine de soi dont il suffit d'un événement mass-médiatique (l'interview de Darquier ou la diffusion d'*Holocauste*) pour qu'elle se mette à flamber, voilà je crois le terrain sur lequel travaille Lévy ; incapable de retrouver le fil de son histoire, travaillée par le remords d'être inégale à son rêve héroïque, l'opinion française ne peut que prêter l'oreille aux accusateurs qui lui promettent l'innocence, qui disent vouloir la guider vers ce havre : « l'antifascisme conséquent » (296).

Cet aboutissement représente au fond l'amère victoire du gaullisme de légende sur le gaullisme politique, celui qui sut si bien lancer la France de l'après-guerre dans la grande affaire de la reconstruction et de la modernisation, qui, réduisant pour raison d'État l'épuration au minimum, préféra « l'efficacité de l'ordre à la tâche de réflexion civique ³¹ ». Désespéré par ce gaullisme, Bernanos annonçait en 1948 : « Jeunes Français, il faudra beaucoup de temps pour que les exécrables erreurs dont notre pays a failli périr aient perdu leur malice ³². » En effet, la guérison n'a pas eu lieu, mais ce qui rend aujourd'hui le problème encore plus difficile, c'est la manière dont avec le temps le remède gaullien a fini par faire lui-même office de poison.

Aussi longtemps qu'étaient en majorité ceux qui ont vécu la guerre à l'âge des responsabilités, le souvenir des doutes et des hésitations contrebalançait ce qu'ont de trop simple ou d'exceptionnel les récits d'une vie illuminée soudain par un choix total, par une sorte d'élection que nous ont donné certains résistants. Toute une France peu bavarde, disciplinée, réaliste, celle qui a accepté la Résistance quand elle a compris que c'était le choix efficace ; celle qui a soutenu une classe politique largement issue de la Résistance, celle qui a vécu dans le compromis culturel de l'après-guerre, entre la tradition et la modernité, cette génération qui a fait la France prospère qu'elle désirait nous quitter avec sa petite sagesse. C'est alors que la mémoire s'exaspère, que l'idée survient qu'il y a du caché, du refoulé, qu'il faudrait savoir pourquoi il y a eu tous ces veaux ; la reconnaissance d'une ambiguïté, d'une pluralité de choix devient insupportable à des générations où chacun, en classe d'histoire ou devant l'écran de télé, a nourri la conviction qu'il aurait lui-même su choisir comme il le fallait, dès le début.

31. J.-P. Rioux, *La France de la Quatrième République*, Seuil, I, p. 66.

32. *Français si vous saviez*, Gallimard, p. 312.

Il n'y a sans doute pas de fascination plus grande que celle du choix absolument bon. Une image de ce genre domine notre vie politique depuis quarante ans ; il n'est pas sûr que son prestige soit un facteur d'intelligence des faits et de créativité historique. Elle pousse plutôt à une rumination interminable, à rejouer sans cesse une scène dont la légende a effacé tous les traits contingents, à triompher chaque jour à nouveau dans le combat d'avant-hier. C'est par asservissement à ce souvenir justificateur que Bernard-Henri Lévy a écrit son livre, pour effacer une nouvelle fois la distance qu'ont créée les années et les événements, pour proclamer qu'entre 1940 et 1981 une permanence existe : celle de l'idéologie.

Quand on ne voit 1940 que comme une occurrence parmi d'autres d'un choix qui sans cesse se répète, qui met toujours tous les bons ensemble et tous les mauvais ensemble, on est dans le refus de l'histoire. Refus de l'histoire de 1940 avec ses hésitations et ses contingences, refus aussi de l'histoire nouvelle telle qu'elle repart sous nos yeux. Comment par exemple appliquer le Bernard-Henri-Lévisme à la Pologne ? Loin de libérer de nouvelles chances de lucidité, un livre comme celui-ci illustre et aggrave une sorte d'impasse où l'emprise du gaullisme sur les imaginations a fini par enfermer les Français.

Rien n'est plus révélateur que la quasi-absence, l'escamotage de la défaite et de la débâcle dans *L'idéologie française*, comme si le pétainisme était déjà entièrement constitué antérieurement à ces événements. Et pourtant comment comprendre les années suivantes si l'on ne tient pas compte que beaucoup de choses furent entreprises pour répondre au choc : « Tout s'est passé, dit Jean-Pierre Azéma, comme si pour la grande majorité une période plus ou moins longue de décantation avait été nécessaire, le temps de surmonter et d'assumer les ébranlements des années 30, l'irruption ou l'échec du Front populaire, la conclusion du Pacte germano-soviétique, les déroutes, les silences et les palinodies des élites politiques, sociales, culturelles³³. »

La France est en effet en 1940 dans une situation particulière, non seulement parce qu'il y a Pétain, mais parce que la défaite et l'occupation n'ont pas pour elle le même sens que pour le Danemark ou la Belgique. D'avoir été battus à ce point, de cette manière, oblige les Français à se poser des questions dont les citoyens d'une petite nation sont en partie dispensés ; cela les oblige aussi à réagir. La réaction gaullienne, et celle des premiers résistants fut : nier la défaite et continuer la guerre. Dès le 17 juin Edmond Michelet recopie Péguy : « En temps de guerre celui qui ne se rend pas est mon homme, quel qu'il soit, d'où qu'il vienne... Et celui qui se rend est mon ennemi. » Cette réaction, la suite l'a prouvé, était la mieux appropriée à la conjoncture mondiale.

Mais quel sens cela aurait-il de vouer aux gémonies à titre de pétainiste

33. *Op. cit.*, p. 355.

toute autre attitude ? Marc Bloch était-il une sorte de pétainiste quand, avant de devenir un des dirigeants de Franc-Tireur, il consacrait plusieurs mois à faire l'analyse des causes de la défaite ? Et les Orléanais, dont un historien³⁴ note la rapidité à entreprendre la reconstruction de leur ville bombardée, le sens de l'organisation et de l'initiative au milieu de la débâcle, ces Orléanais étaient-ils saisis de ce que Lévy appellerait une euphorie pétainiste ? L'historien en question montre qu'au moment même où ils s'empressaient, dirait Lévy, d'obtempérer à la consigne vichyste d'organiser l'entraide, ils souhaitaient massivement la victoire de l'Angleterre. On peut aussi évoquer ce que fut, selon un autre historien, Uriage pour celui qui l'a fondé, le capitaine de Segonzac : « Réponse instinctive au défi d'une crise nationale interprétée par un éducateur », et plus loin : « L'enthousiasme est moins tourné vers le nouveau régime que vers la tâche de reconstruction à mener³⁵. » Et Mounier, qui écrit dans son journal : « La France a vendu le monde pour la tranquillité (...) Une fois la trahison amorcée à Munich, elle suit sa logique » (28 octobre 1940)³⁶, ne pense apparemment pas à ce qu'on appellera « résistance », par contre, il retient une formule lancée devant lui par un juriste et qu'il reprend à plusieurs reprises (le 4 août, le 12 novembre) : « Faire de l'armement spirituel clandestin³⁷. »

François de Menthon, à Lyon également, écrit dans une feuille clandestine qui fusionnera avec celle d'Henri Frenay pour devenir *Combat* : « La guerre continue et l'avenir de notre pays dépend de son issue. Point de liberté française si l'Allemagne d'Hitler n'est pas vaincue » (*Liberté*, décembre 1940³⁸). On peut penser que c'est lui qui analyse correctement la situation et que les naïfs qui se lancent dans des tâches d'éducation, dans le cadre d'institutions autorisées ou parrainées par Vichy, font pour le moins une erreur de jugement. On sait qu'une bonne moitié des collaborateurs d'*Esprit* en jugèrent ainsi et désapprouvèrent la reparation de la revue sous la censure de Vichy³⁹. Encore aujourd'hui Raymond Aron estime dans *L'Express* qu'une entreprise de ce genre n'était pas scandaleuse mais déraisonnable.

Ce qui est évident en tout cas, c'est qu'on ne peut ranger sous la rubrique pétainisme toutes ces attitudes qu'en donnant au mot une acception très vaste : en qualifiant de pétainistes tous ceux qui ne croient pas pouvoir en 1940 participer eux-mêmes à la guerre qui se poursuit. Il est vrai qu'il y a chez ceux qui travaillent dans les organisations culturelles l'acceptation

34. Yves Durand, « 1940 : Vichy joue l'Allemagne », *L'Histoire*, n° 30, janvier 1981.

35. Bernard Comte, *op. cit.*, p. 256.

36. *Op. cit.* IV, p. 676.

37. *Ibid.*, p. 668 et 678.

38. Cité par Renée Bédarida dans *Témoignage chrétien*, Éditions ouvrières, p. 27.

39. Ces débats sont largement rapportés par Mounier dans son journal et par Michel Winock dans son *Histoire politique de la revue Esprit*, Seuil.

d'une sorte de neutralisation provisoire. Jean Lacroix a pour dire cela une formule qu'on peut trouver choquante : « Penser la défaite ⁴⁰ » et Mounier dans le même numéro parle d'être des « vaincus actifs ⁴¹ ». Mounier critique à plusieurs reprises dans son journal et même dans la revue (février 1941) l'attitude de ses amis, souvent des démocrates-chrétiens, qui pratiquent à l'égard de Vichy une opposition générale de principe et se refusent à l'entrisme. Il les accuse de passivité, d'attentisme ; ils espèrent, dit-il, le salut d'ailleurs. Peut-être sont-ils de ces « mangeurs de nouvelles » qu'il raille ; embusqués derrière leur poste de radio, ils peuvent se dire : « D'autres travaillent pour nous, l'événement travaille pour nous ⁴². »

Le débat qui se mène en 1940-41 à l'intérieur d'*Esprit* a pour enjeu la manière dont la France peut rejoindre l'histoire. Est-ce par un refus immédiat de la défaite ou bien en « digérant », si l'on peut dire, cette défaite, en en surmontant les causes internes ? Il est facile évidemment, quarante ans plus tard, de donner raison à la première réponse. Il n'est pas évident que cela ait un sens, dans la mesure où le second choix, moins glorieux pour notre mémoire, n'en correspond pas moins à une recherche sincère de l'issue, à une forme d'exigence et de courage qui fut pour beaucoup, à Uriage par exemple, une sorte d'étape préparatoire à la résistance active. Dans un état d'esprit voisin Simone Weil dit des choses importantes dans le fragment qui est reproduit ici.

Il faut beaucoup d'ignorance et d'inconscience pour qualifier de vichyste cette exigence de renouveau interne, ce désir de se refaire et de se réorganiser qui, sous des formes qui apparaissent après coup naïvement traditionalistes, caractérise la France de 1940. Les notables et les partis avaient capitulé militairement et moralement et avec eux ce qui était depuis un siècle la seconde religion des Français : le messianisme issu de la Révolution. Un certain repli sur les valeurs de la tradition fut pour beaucoup la réponse au moins provisoire. Cette recherche d'un nouvel

40. *Esprit*, novembre 1940, p. 11.

41. *Ibid.*, p. 61.

42. *Esprit*, janvier 1941, p. 189-190. Son choix, Mounier le défend en février 1941, au nom de l'engagement et en citant Landsberg : « L'idéal absolu n'est que le prétexte constant de l'inaction et de la faiblesse. » Mounier cependant ne semble pas saisir la radicalité de la thèse de Landsberg ; dans le texte même auquel Mounier se réfère Landsberg écrivait en effet : « La connaissance des valeurs véritables ne s'acquiert jamais sans les aléas de l'action. Ce savoir immédiat ne s'exprime qu'après coup en idéaux et en systèmes de valeurs légitimes (*Problèmes du personnalisme*, Seuil, p. 22). » Or Mounier parle en termes de compromis nécessaire, avec la censure, avec le pouvoir, pour faire passer des idées, donc il se sait possesseur d'une bonne doctrine ; il me semble que c'est cela qui le tient un peu éloigné du drame de l'époque alors qu'il croit y être plongé plus que personne. Claude Bourdet estime qu'à ce moment le souci d'être réaliste a un peu égaré Mounier. Il se souvient d'avoir trouvé « gênants » les premiers numéros d'*Esprit* en 1940, il ajoute que « Mounier se reprit très vite », *op. cit.*, p. 42. En effet, en lisant les numéros de cette époque, on a le sentiment que le « réalisme » change progressivement de qualité. Au réalisme passif qui, tout en maintenant une continuité doctrinale s'adapte aux circonstances, accepte la censure et la mise en sommeil de la vie politique, fait place dans les courtes notes en particulier, un réalisme actif qui moralise moins et répond mieux à l'événement, comme si la rédaction retrouvait le goût de l'histoire qui se fait.

Après juin 1940

Il n'y a pas besoin d'un tank ou d'un avion pour tuer un homme. Il suffit d'un couteau de cuisine. Quand tous ceux qui en ont assez des bourreaux nazis se lèveront ensemble, en même temps que les forces armées frapperont le coup décisif, la délivrance sera rapide. Il faut seulement se garder, d'ici-là, à la fois de gaspiller des vies humaines inutilement et de tomber dans l'inertie, de croire que la libération sera accomplie par d'autres. Il faut que chacun sache qu'un jour il lui incombera d'y prendre part et se tienne prêt.

Cette période d'attente douloureuse est la plus importante pour la destinée de la France. L'avenir de la France sera celui qu'auront forgé ces années d'apparente passivité.

Garder la pensée fixée, au-dessus des douleurs personnelles de chaque journée, sur le drame immense qui se joue dans le monde ; empêcher la souffrance d'être une cause de désunion entre Français à cause de la mauvaise humeur, de la jalousie, des efforts mesquins pour avoir un peu plus que le voisin ; en faire au contraire un lien indissoluble par la générosité et l'entraide ; penser aux biens précieux que nous avons laissés perdre parce que nous ne savions pas les apprécier, qu'il nous faut reconquérir, qu'il nous faudra conserver, dont maintenant nous savons le prix...

Simone Weil

(fragment publié dans les *Écrits historiques et politiques*, Gallimard, p. 315).

équilibre, d'un renouveau moral, s'exprime dans certaines institutions de Vichy (les institutions culturelles ou les mouvements de jeunesse), mais l'État français et sa révolution nationale est dans les premiers mois, en politique intérieure au moins, autant un réceptacle qu'un inspirateur. Autrement dit, il faut distinguer le maréchalisme⁴³ de toute une série d'attitudes de survie et de redressement qui ont permis à beaucoup de Français de commencer à surmonter la défaite alors que la Résistance ne leur semblait pas encore une possibilité réelle.

La complexité de ce qui, fin 1940, peut apparaître comme la France de Vichy échappe à Bernard-Henri Lévy : il ne distingue pas entre le rêve traditionaliste d'harmonie sociale et la tentative violente d'un pouvoir totalitaire qui mobilise toute la société au nom d'une unité imposée. Stanley Hoffmann par exemple a bien montré comment, de par sa doctrine même, Vichy n'avait pas la possibilité d'imposer une unité idéologique aux organisations de jeunesse qu'il mettait sur pied. Cette perméabilité a permis au début à certaines initiatives qui relevaient d'un pur désir de

43. Le nom de Pétain est quasi absent des livraisons d'*Esprit* en 1940-41, et c'est presque toujours contre certains comportements sectaires de ses dévots qu'on le fait intervenir. L'expression « Révolution nationale » intervient plus souvent mais presque toujours précédée de « notre », comme pour marquer une distance vis-à-vis de l'idéologie d'État.

43 bis. In *Essais sur la France*, Seuil, p. 44.

redressement national (initiatives parfois « prérésistantes ») de se développer sous le couvert de Vichy.

On dira : tout cela est bien beau, mais il y avait la collaboration et le statut des Juifs. Quant à la collaboration si les historiens ont mis trente ans à découvrir qu'elle fut l'intention et le projet de Vichy, peut-on exiger que la masse des Français l'ait saisi sur le moment ? Pour le statut des Juifs, il était, lui, un événement public et une honte. Il est évident qu'on ne s'est guère mobilisé contre, du moins jusqu'à la « rafle du Vel d'Hiv », en juillet 42, mais cette indifférence fut dans une certaine mesure également le fait des mouvements de résistance et des alliés. Ce qui ne veut pas dire, au contraire, qu'elle ne fait pas problème, mais que les problèmes qu'elle pose débordent la question du pétainisme.

La provocation de Bernard-Henri Lévy peut avoir la vertu de nous montrer à quoi se sont exposés les Français en se fabriquant une fausse conscience, en s'incorporant une dose excessive d'héroïsme par procuration, d'héroïsme imaginaire : cela leur revient dessus aujourd'hui sous la forme d'un mépris de soi aussi excessif, vain et stérile que l'était la gloriole d'hier. L'alternative n'est peut-être pas, après avoir tenté de s'assimiler au meilleur, de se punir maintenant en s'assimilant au pire. Si l'on veut, ne serait-ce qu'afin de répondre aux défis d'aujourd'hui, renouer avec notre passé réel, il faut apprendre à estimer, à aimer peut-être cette France assommée, éjectée brutalement de l'histoire, qui s'interroge sur les causes du malheur, qui a ses graves aveuglements (sur le sort des Juifs en particulier), qui n'est pas collaboratrice, qui ne pense guère d'abord à la résistance. Elle est loin de se résumer au culte de Pétain. D'ailleurs, on l'a remarqué souvent mais sans en tirer de leçon, l'esprit de 1940 a autant que la Résistance marqué l'après-guerre, la seconde fournissant une référence morale et un personnel politique, le premier se retrouvant dans certains traits du consensus modernisateur, social et culturellement conservateur qui a tenu jusqu'en 1968.

Culture française et démocratie

Ce qui dans ce livre concerne les difficiles rapports de la culture française avec la démocratie est, je crois, à considérer sérieusement. S'il y a dans ce compendium un point de sincérité, il est à chercher là, dans l'examen critique d'une culture politique qui depuis le Goulag est entrée dans les têtes, se cherche de nouveaux repères.

Malgré l'utilisation de certains thèmes de Claude Lefort et de Marcel Gauchet, B.-H. Lévy ne reprend pas leur critique du totalitarisme. Certes il s'en prend lui aussi à l'idée d'une société cohérente, sans contradictions et sans lutte des classes. Mais l'homogénéité dont il a la phobie apparaît beaucoup plus souvent une homogénéité de type traditionaliste qu'une

homogénéité de type totalitaire, d'où la confusion où il se met quand il parle de Vichy. A vrai dire, le mot d'idéologie française sert à désigner un amalgame du fascisme proprement dit, du traditionalisme, et de toute autre forme de critique de la démocratie libérale. Une seule alternative : idéologie française ou démocratie libérale.

S'opposent sous ces deux vocables des manières opposées de concevoir le lien social. Du bon côté se trouvent le droit, l'ordre parlementaire, l'abstraction, une conception artificialiste de la constitution de la société, laquelle repose sur le contrat et non sur une identité naturelle. Fondamentalement, il s'agit (au nom de Moïse, de Jésus, de Freud ou de Locke) d'accepter une loi qui détache les personnes et les groupes de leur définition naturelle pour les rattacher à une affirmation universaliste. Cette loi, en même temps qu'elle constitue les individus comme indépendants, les fait communiquer par l'intermédiaire du concept d'humanité. Comme tout ce système est formel et construit, la haine du formalisme et du droit est au centre de l'agrégat adverse que dénonce Lévy : particularisme, organicisme, naturalisme, groupes sociaux fondés sur le mythe et l'enracinement, culture de la spécificité (« tribalisme », « idiotisme »), recherche « matérialiste » d'une immédiate connivence de la société avec elle-même, façon païenne de se repaître de sa cohésion.

On voit tout de suite que cet ensemble de traits convient assez mal au communisme, qu'on ne peut décrire comme tribaliste mais comme une usurpation de l'universel, une prétention d'en donner une définition et de se l'approprier. Dans ce livre, d'ailleurs, si le communisme est condamné, c'est pour sa prétendue complicité avec les forces obscures de la tradition. Quant au marxisme, il est épargné ; s'il est critiqué, il n'est pas taxé d'infamie, contrairement aux diverses formes de « l'idéologie française ». On proclame que « l'indigence théorique » (l'ignorance du marxisme) fut « la matrice de notre fascisme » (172)⁴⁴. D'ailleurs le marxisme est représenté non point par Thorez ou Staline, mais par les figures poignantes de deux héros tragiques, Nizan et Althusser. Tout ceci marque chez Lévy un énorme changement depuis l'époque de *La barbarie à visage humain* (1976), quand il déclarait : « Écoutez ! Chacun sait aujourd'hui que le rationalisme, ça a été un des moyens, un des trous de l'aiguille, par quoi s'est faufilée la tentative totalitaire. Tout le monde sait aujourd'hui que le fascisme n'est pas l'obscurantisme mais au contraire la lumière ⁴⁵. »

Le totalitarisme qui était dans le clair est passé dans l'obscur ; de cette migration je ne vois pas d'explication dans le dernier livre de Lévy. Par

44. D'où vient donc le fascisme des Italiens et celui des Allemands ? On peut rappeler à ce propos que le pape de la social-démocratie allemande, Wilhelm Liebknecht, entreprit en 1899 de prouver la culpabilité de Dreyfus. Argument principal : une institution comme l'état-major français n'agit pas à la légère. Son texte fut aussitôt traduit et publié par *L'action française*.

45. Interview au *Matin de Paris*, citée par F. Aubral et X. Delcourt, *Contre la nouvelle philosophie*, Gallimard, coll. « Idées », p. 301.

contre, ce qui est évident dans les deux cas, c'est l'unilatéralisme simpliste de la position. Unilatéralisme corrigé par un brusque changement de bord. Ombre ou lumière, peu importe : un bon principe est élu, à partir duquel on ordonne le champ des idées, condamnant ou soupçonnant les uns, promouvant les autres ; l'univers se trouve divisé en deux et comme dans la littérature stalinienne, l'important devient de prouver que les adversaires en apparence divers ne font en réalité qu'une seule bande.

Petits travers si visibles qu'ils n'ont plus d'importance ? Peut-être, mais ce qui en a c'est que de cette manière est ignorée et tue l'histoire des idées. Dans *L'idéologie française*, le libéralisme, dont on ne dit aucunement comment il fut formé, semble être depuis le départ un principe constant et complet ; de sa mise en œuvre depuis deux siècles en Occident, il n'y aurait en somme rien à apprendre de neuf, sinon, en France, le nombre et la variété de ses ennemis.

Il n'est pas difficile pourtant de voir que le libéralisme n'a pas toujours su ce qu'on le loue avec raison d'être seul à reconnaître aujourd'hui : que « la cité se divise », qu'« il n'est pas de démocratie (...) sans l'acceptation d'une bonne dose d'opacité », l'acceptation du « pluralisme politique, de la pluralité des visions et des conceptions du monde » (225). Le libéralisme a cru d'abord avoir découvert les conditions de l'harmonie sociale, il a cru avec Thomas Paine avoir trouvé la formule permettant la combinaison parfaite des intérêts et pouvoir envisager la disparition de l'État ⁴⁶. Le fait de la division en classes n'a pas été reconnu spontanément, la liberté d'organisation a été longue à conquérir, en France et même en Angleterre, et le suffrage universel également.

Le libéralisme s'est présenté d'abord comme l'idée d'un État minimal (veilleur de nuit) et d'une société réglée par un automatisme neutre, la « main invisible » qui fait sortir le bien collectif de la recherche de l'intérêt individuel. Toute l'histoire politique et intellectuelle du XIX^e siècle est, par opposition, celle du retour d'une pensée du social dans un cadre démocratique. On s'est peu à peu aperçu, sous la contrainte des faits, c'est-à-dire devant l'évidence dramatique de la « question sociale », que ce n'est pas parce que la société démocratique n'était pas soumise, comme les sociétés traditionnelles, à un principe qui la définit de l'extérieur que cette société n'avait rien à dire sur elle-même, n'avait pas à se donner des principes, n'avait pas à rechercher la justice. C'est tout le sens de l'action du mouvement ouvrier, de celle du socialisme et d'une certaine manière de courants issus du traditionalisme chrétien. Ces mouvements ont tous combattu l'idée d'une société livrée à l'automatisme du marché, d'une société où le seul lien social est l'argent. Ceci ne veut pas dire, comme B.H. Lévy le soutient avec une légèreté incroyable et en faisant un contresens

46. Voir le livre de Pierre Rosanvallon, *Le capitalisme utopique*, Seuil.

total, qu'il s'agissait d'une révolte obscurantiste contre la loi ⁴⁷. Il s'agit au contraire d'introduire une discussion sur ce qu'est la loi, sur ce qu'est la justice ; hors de laquelle les sociétés non sacrales perdent tout lien, toute possibilité d'exprimer une signification collective.

Le thème de la loi est constamment évoqué par Lévy dans sa dernière partie, d'une manière à la fois confuse et terroriste. S'il s'agissait seulement de se soumettre à une loi édictée une fois pour toutes (fût-ce la loi du marché quand elle est posée comme un principe métaphysique), nous ne serions pas dans une société démocratique, c'est-à-dire, selon Lévy lui-même, divisée, opaque, pluraliste. Dans une société démocratique, la légitimité vient de la société mais elle n'y a pas qu'un seul foyer, sa définition est toujours en jeu ; c'est le fait que la loi soit en même temps déjà là et à inventer, faite et à faire, qui caractérise les sociétés démocratiques. S'il n'y a pas cet enjeu aux luttes sociales, la société démocratique retombe dans la dispersion et l'irresponsabilité collective. Bernard-Henri Lévy ne peut concevoir la loi que comme donnée à l'individu ⁴⁸, et non pas comme posée par le groupe dans une tentative de se définir. Avec la démocratie, la transcendance, c'est-à-dire l'idée d'un universel, l'idée d'humanité, n'a pas disparu, mais cette transcendance s'est au sens premier du mot laïcisée, c'est-à-dire que ce ne sont pas des clercs qui lui donnent figure, que c'est le peuple qui à travers ses divisions la cherche. Il ne faut pas moins que cela pour fonder la division sociale : l'idée que la justice et l'humanité sont l'objet de recherches communes et conflictuelles. C'est même cette laïcisation de la transcendance qui peut aider à penser, comme dit Lévy, « la philosophie du droit, la métaphysique de l'homme, la politique des droits de l'homme qui en cette fin de siècle encore nous font si cruellement défaut » (249). (À voir ce programme, on se dit que B.-H. Lévy doit lire *Esprit* et même le pomper discrètement, malgré le mal qu'il affecte d'en penser !) Autrement dit, il n'y a pas de sens à opposer l'idée de la loi comme visée de l'universel et l'idée de la loi comme expression de la société, comme produite par le groupe. La loi démocratique n'est pas décrétée une fois pour toutes par une autorité extérieure, fût-ce l'État issu de l'élection. Bien que solidaire d'une visée universaliste, celle de justice, elle est un produit contingent, fruit de l'action, des opinions, des passions, des intérêts. Ces considérations réalistes sur la pratique démocratique permettent de dépasser les antinomies trop connues du droit et de la sociologie, de la démocratie « formelle »

47. Il est vrai que c'est ce que pensait Tocqueville en juin 1848 : inspirés par « un mélange de désirs cupides et de théories fausses », les ouvriers parisiens font « un effort brutal et aveugle mais puissant pour échapper à leur condition » (*Souvenirs*, Gallimard, p. 151). Il n'y avait plus devant ce retour de primitivisme qu'à s'en remettre au général Lamoricière, ce qui fut fait. Avant de critiquer l'antilibéralisme des anarcho-sindicalistes français, il y aurait à se rappeler qu'ils ont vu cette face-là du libéralisme.

48. Sur l'utilisation actuelle de l'idée de loi, voir l'article d'Anne-Marie Pelletier et celui de Michel Crépu dans ce numéro.

et de la démocratie « réelle »... que B.H. Lévy reprend une fois de plus en opposant l'une à l'autre l'expression du groupe et la référence à un universel. Ce sont pourtant deux pôles qu'il faut tenir ensemble : la référence au groupe concret, aux valeurs communautaires vécues empêchant l'universel de devenir règle morte, propriété d'un clergé séparé ; la référence à l'universel travaillant le groupe, l'empêchant de s'enfermer dans la répétition chauvine de son identité.

Mais pour avancer dans cette voie, il faut d'abord rendre justice aux pensées qui contre l'universalisme mort et statique du libéralisme « utopique », contre l'idée qu'on en avait fini avec les interrogations sur le lien social et sur sa légitimité, ont aidé à faire apparaître l'idée d'un universel comme horizon des multiples interrogations du social sur lui-même, aux penseurs, qui en d'autres termes, ont aidé à concevoir le mouvement social avec et dans la démocratie et non contre elle ⁴⁹. Pour leur rendre justice, il faut d'abord se défaire d'une idée bête qui fait la trame de presque tout le livre de B.-H. Lévy : quiconque critique la forme admise de démocratie est un ennemi de la démocratie, comme si cette forme politique énigmatique, cette idée improbable, ne devait pas être interpellée, bousculée, accouchée.

À l'inverse de Lévy, à l'inverse du pseudo purisme inquisitorial et prometteur de bonne conscience, il vaudrait mieux dire : non seulement certaines critiques, mais aussi certains adversaires de la démocratie ont travaillé pour la démocratie ; même des courants qui se sont formés contre la démocratie libérale ont contribué à l'enrichissement de la conscience démocratique. Pas plus que Paris la démocratie ne s'est faite en un jour et avec des matériaux d'une seule origine, constatation qui relativise beaucoup la prétention de certaines recherches « généalogiques » pour qui tout est donné au départ.

Le mouvement ouvrier a par exemple souvent voulu se poser comme extérieur à la démocratie politique, comme devant la dépasser et l'enterrer. Prétention que le marxisme a théorisée et que la vieille formule : « La sociale, la marianne deux ennemies » exprime brutalement. La confluence des deux courants entre lesquels il y avait (en France surtout) pas mal de sang n'allait pas de soi. Dans ce rapprochement, en dépit de son anti-politisme, de son hostilité aux partis, le courant syndicaliste révolutionnaire a joué un rôle décisif ; il a en effet donné une interprétation de la revendication ouvrière en termes non d'enterrement de la démocratie bourgeoise, mais d'affirmation de valeurs. Il a contribué à l'élaboration d'une théorie permettant de comprendre la plus grande et la moins prévue des inventions sociales du XIX^e siècle : le syndicat (il faudrait ajouter, avec Tocqueville, l'association). Qu'une société où l'État repose sur le suffrage universel soit amenée à multiplier les modalités particulières de représenta-

49. Je me permets de renvoyer aux articles du numéro « Droit et politique », *Esprit*, mars 1980.

tion, à renforcer la société en face d'un État qui procède pourtant d'elle, il y a là un illogisme auquel le libéralisme pur a longtemps résisté. L'affirmation de la dissidence morale de la classe ouvrière, la théorie de l'action directe ont ainsi enrichi notre concept de la démocratie.

Ce paradoxe, ce scandale fécond est bien mis en valeur par un texte du plus important des théoriciens contemporains du syndicalisme : « La démocratie vit d'un sentiment d'autodéfense populaire suivant lequel il s'agit, en dernière analyse, de se faire justice à soi-même. Dans la revendication, l'individu, conscient de sa dignité, pose lui-même son droit, ou celui d'une collectivité à laquelle il appartient, lutte pour en obtenir la reconnaissance, y risque ses biens et parfois sa vie. Cette lutte pour des droits nouveaux ne saurait être empêchée que par un degré extrême d'organisation, d'incorporation des 'parties' au tout social, degré d'intégration que s'interdit par définition toute démocratie politique ou industrielle ⁵⁰. » Au lieu de chercher des poux dans la tête de Sorel, de ne voir que ses manies, son sectarisme, son antisémitisme parfois, il faudrait intégrer ces critiques dans la compréhension d'ensemble d'une œuvre qui n'a pas inspiré seulement Mussolini, mais aussi, et bien plus, le Gramsci de *L'Ordine nuovo* — mais cela Lévy le tait — et sans laquelle la synthèse dont témoigne aujourd'hui l'action de la CFDT aurait peut-être été impossible. Il fallait en effet que l'idée de droit fût liée non pas à celle d'une abstraction tout élaborée qui tombe d'en-haut, mais à l'expérience de l'individu et du groupe qui affirment des valeurs face à l'ensemble social et de cette manière participent de la permanente redéfinition de la règle, il fallait que l'on passe d'un universel tout fait à un universel se faisant.

On retrouve la même dialectique ⁵¹ du particulier et de l'universel, de la norme et de la vie chez Péguy d'abord (vis-à-vis duquel l'incompréhension de Lévy est à son comble), également chez Bergson et chez Mounier ⁵². Certes, on ne pense pas, on n'innove pas sans affronter de multiples dangers. La critique de la démocratie libérale s'est faite sous la menace d'apparaître réactionnaire ou totalitaire. Les marginaux de la pensée sociale ont toujours été menacés par l'amertume et par le désespoir. Et pourtant, comme l'ont bien vu ceux qui faisaient *Esprit* avant guerre, surtout dans les années 1937-40 qui sont sans doute les plus fécondes de l'histoire de cette revue, cette critique était indispensable à la résistance au totalitarisme, dans la mesure où elle se donnait le moyen de comprendre la séduction qu'il exerçait.

50. Texte de Paul Vignaux, cité par J.D. Reynaud, *Les syndicats en France*, Seuil, II, p. 38.

51. Quant à lui, Lévy n'est aucunement dialecticien ; comme tous les opportunistes, c'est un unilatéral alternatif, un unilatéral qui se réserve de changer de côté sans prévenir.

52. Par exemple, à propos de la prétendue haine de l'abstraction, du prétendu communautarisme niais de Mounier : « On oublie que l'abstraction (...) est elle aussi un fait humain, voire un fait spirituel. La connaissance des choses et des hommes par contact et familiarité sensible est le plus bas degré de la connaissance et de la communion ; il fonde l'action la plus primitive et la moins humanisée » (*Manifeste au service du personnalisme*, Aubier, p. 89).

Ce qui enrichit la tradition démocratique lui vient souvent de l'extérieur. Ceci est vrai non seulement du côté du mouvement ouvrier, mais aussi du côté d'un traditionalisme catholique, dont l'organicisme, le souci des « corps intermédiaires » ont inspiré des initiatives qui font aujourd'hui partie du patrimoine démocratique commun. Il y aurait à réfléchir sur le rôle partiellement positif, stimulant même, de la référence constante à un Moyen Age imaginaire chez Bernanos et chez Péguy, en tenant compte de ce que si en France le Moyen Age est à droite il ne l'est pas nécessairement en Angleterre (William Morris) ou en Russie (Kropotkine). Il faudrait en somme reprendre le corpus de références de B.-H. Lévy, non seulement pour l'alléger des ajouts baroques dus à l'histrionisme de l'auteur, non seulement pour le compléter, mais pour le lire différemment, selon trois lignes complémentaires :

1) Le travail d'enrichissement, de dynamisation et de critique accompli sur l'idéologie démocratique par des tendances se situant en dehors de son champ tel qu'il est politiquement défini.

2) L'évolution des visions du monde originaires antilibérales, holistes, intégrationnistes, leur changement de statut, leur mutation interne quand elles doivent se redéfinir à l'intérieur d'un contexte démocratique⁵³. Il est évident en particulier que les « catholiques sociaux » par exemple (au sens le plus large du mot) n'ont cessé de se débattre avec l'idée de chrétienté⁵⁴ ; c'est une question sur laquelle, pour la santé de notre mémoire, il faudra faire le point : où en sont le christianisme, les chrétiens, les catholiques, sur la question de leur place dans la société moderne ? Peuvent-ils ne pas concevoir la démocratie d'une manière fusionnelle méta-institutionnelle, comme la réalisation politique de la fraternité et de la charité ? Question posée récemment par Émile Poulat⁵⁵ et à laquelle il y aurait à revenir : quelles sont les conditions de comptabilité entre la démocratie et le christianisme, notamment catholique ?

3) La spécificité française, c'est le caractère polémique des relations entre trois éléments (libéralisme, mouvement ouvrier, mouvement chrétien), qui existent dans tout l'Occident. Cette polémique aboutit en définitive à une intégration satisfaisante, bien qu'elle n'ait pas la forme (social-démocratie) considérée comme canonique. Où B.-H. Lévy voit une succession d'horreurs et de périls, on pourrait lire l'élaboration d'une synthèse vivante, par certains côtés plus riche que ne l'est la social-démocratie. Mais réciproquement le caractère polémique de ces rapports a

53. Les cibles favorites de B.-H. Lévy ont un curieux point commun : une certaine sensibilité à l'événement historique, sensibilité paradoxale chez des gens idéologiquement « peu sûrs ». On ne peut guère parler de l'affaire Dreyfus sans citer Péguy, de Munich sans citer Mounier, du franquisme et du pétainisme sans faire référence à Bernanos.

54. Dont je pense qu'il reste des traces négatives chez Mounier. Je me suis expliqué là-dessus dans « Aujourd'hui », *Esprit*, décembre 1976.

55. Émile Poulat, *Église contre bourgeoisie*, Casterman.

sans doute contribué à occulter certaines pensées frontières, mal classables, les plus riches peut-être, que l'aboutissement présent permettrait de lire mieux. Je pense ici non seulement à Péguy, dont la méconnaissance se perpétue (grâce en particulier à Henri Guillemin), mais aussi à un auteur comme Pierre Leroux, que Miguel Abensour, A. Lacassagne et J. Viard ont commencé de désigner comme un des foyers essentiels de ce XIX^e siècle français jadis recouvert par le dogmatisme marxiste, aujourd'hui refoulé par un néo-dogmatisme libéral incapable de concevoir la démocratie comme à faire, comme à venir. Pourquoi une pensée qui a su voir dans « Liberté et société les deux pôles égaux de la science sociale », où un historien ⁵⁶ voit formulée « la doctrine de fond de la démocratie socialisante partout où elle a réellement existé », pourquoi une telle pensée est-elle complètement exclue de la mémoire culturelle ?

Paul Thibaud

56. Paul Bénichou, *Le temps des prophètes*, Gallimard, p. 356-357.